

ACTUALITÉS

Laissez Cuba vivre en paix!

Le ministre cubain des Affaires étrangères prend la parole lors d'un débat public du Conseil de sécurité de l'ONU



Des milliers de Cubains se sont rassemblés sur la Tribune anti-impérialiste José Martí pour manifester leur soutien à Raul Castro et à la Révolution cubaine, le 22 mai 2026.

Le 26 mai 2026, le ministre cubain des Affaires étrangères, Bruno Rodriguez Parrilla, s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU lors du débat public sur le respect des buts et principes de la Charte des Nations unies, appelant au renforcement du multilatéralisme, du droit international et du rôle central de l'Organisation dans la préservation de la paix et de la sécurité internationales.

Dans son allocution, il a salué le rôle moteur de la Chine dans la convocation de ce débat et a établi un lien entre la défense de l'ordre international et la nécessité de faire face aux conflits et aux menaces qui affectent la stabilité mondiale.

Le ministre des Affaires étrangères a dénoncé la politique des États-Unis à l'égard de Cuba, la

qualifiant de violation du droit international et de menace pour la paix régionale. Rodriguez Parrilla a rejeté l'inculpation du général Raul Castro Ruz, la considérant comme une décision politiquement motivée, et a mis en garde contre son possible instrumentalisation pour justifier une agression militaire contre l'île. Il a également souligné que l'embargo énergétique et le renforcement du blocus ont de graves conséquences humanitaires pour la population cubaine.

Le ministre cubain des Affaires étrangères a réaffirmé que Cuba ne représente aucune menace pour les États-Unis et a réitéré la volonté du pays de dialoguer bilatéralement sur les questions d'intérêt commun, toujours dans le respect de la souveraineté et du principe de non-ingérence. Enfin, il a appelé la communauté internationale, l'Amérique latine et les Caraïbes, les pays du Sud, le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Assemblée générale à agir pour prévenir une catastrophe humanitaire ou une agression militaire contre Cuba.

Voici le texte complet de l'intervention du ministre des Affaires étrangères Bruno Rodriguez Parrilla lors du débat public du Conseil de sécurité sur « Défendre les buts et principes de la Charte des Nations unies et renforcer le système international centré sur l'ONU », New York, 26 mai 2026:



Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Représentants permanents :

Nous apprécions tout particulièrement le rôle de chef de file de la République populaire de Chine dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le respect du droit international, la préservation, le renforcement et la réforme appropriée des Nations unies, notamment la démocratisation, la transparence et l'efficacité du Conseil de sécurité et le renforcement des pouvoirs de l'Assemblée générale, ainsi que dans

la construction d'un ordre international multilatéral fondé sur l'égalité souveraine, l'équité et la démocratie.

La preuve en est les initiatives mondiales promues par le président Xi Jinping, que nous soutenons, visant à relever les défis actuels grâce à une véritable coopération multilatérale. La tenue de ce débat public en est une autre illustration.

Le 26 septembre 1960, à l'Assemblée générale des Nations unies, le commandant en chef Fidel Castro Ruz déclarait : « Que la philosophie du pillage disparaisse, et la philosophie de la guerre disparaîtra ! » Nous nous souvenons vivement de lui en cette année du centenaire de sa naissance.

Monsieur le Président :

Comment peut-on parler de défendre le rôle central des Nations unies, de promouvoir la paix et le développement, et de sauvegarder l'ordre international fondé sur le droit international et les normes fondamentales des relations internationales, afin de prévenir de nouveaux conflits où les forts l'emportent sur les faibles, sans mentionner le génocide contre la Palestine, l'agression impérialiste contre la République islamique d'Iran et la guerre au Moyen-Orient ?

En réalité, le gouvernement des États-Unis se trouve dans une situation où il compromet la paix et la sécurité internationales et viole le droit international et le droit international humanitaire à l'égard de la République de Cuba.

L'inculpation du leader de la révolution cubaine, le général Raul Castro Ruz, est un acte moralement infâme et juridiquement arbitraire en raison de l'abus de juridiction des tribunaux américains, de la manipulation du lieu où les avions ont été abattus dans l'espace aérien et maritime

cubain; des missions terroristes et illégales qu'ils ont fréquemment menées, en violation des lois américaines, en raison de l'impunité et de la complicité des autorités de ce pays et du mépris du droit à la légitime défense des États.

Il s'agit d'une décision frauduleuse, motivée par des considérations politiques, visant à tromper les citoyens américains et étrangers, 30 ans après les événements, dans le but ignoble de les amener à soutenir une aventure militaire contre Cuba pour parvenir à un « changement de régime » ou à une « reconstruction nationale », comme ils l'appellent euphémistiquement aujourd'hui.

L'embargo pétrolier ou énergétique que les États-Unis appliquent à Cuba équivaut, dans ses effets, à un blocus naval, ce qui constitue un acte de guerre et de génocide qui soumet la population cubaine à des conditions menaçant son intégrité et son existence et constitue une « punition collective » cruelle et aveugle qui cause aujourd'hui des décès, comme en témoignent le doublement du taux de mortalité infantile, passant de 4,0 à 9,2 pour mille naissances vivantes, ou la réduction de l'espérance de vie des enfants atteints de cancer, qui passe de 85 % à 65 %.

Une agression militaire provoquerait un bain de sang. Des milliers de Cubains mourraient en défendant leur patrie, leurs valeurs et leurs principes sacrés, et de jeunes Américains périeraient eux aussi, sans cause ni idéal à défendre, entraînés dans la violence par une politique impérialiste et néofasciste de domination, de pillage et de conquête.

Je m'adresse en particulier aux citoyens des États-Unis, et plus particulièrement à leur jeunesse, et je fais appel à leurs valeurs humaines, à leurs sentiments pacifistes et nobles, et je leur demande de rechercher la vérité et de ne pas se laisser tromper ou manipuler par une clique élitiste, corrompue et puissante de Miami, qui n'est représentative ni du peuple américain ni des Cubains résidant dans ce pays, qui s'opposent massivement à la barbarie de la guerre et au blocus énergétique.

Le président qui a donné l'ordre d'une attaque militaire, ainsi que le secrétaire d'État et le secrétaire à la Guerre qui l'ont instiguée, resteront dans l'histoire comme des criminels de guerre, auteurs directs de crimes contre l'humanité. Aucune justification ne saurait être donnée à une telle agression, ni à des actes coercitifs et inhumains similaires, compte tenu de leurs conséquences humanitaires. Laissez Cuba vivre en paix !

Depuis plus de six décennies, le gouvernement américain fabrique de faux prétextes pour tenter de justifier sa conduite criminelle.

Il a utilisé l'argument absurde consistant à présenter cette petite île symbolique comme une prétendue menace pour la sécurité nationale de la superpuissance nucléaire, une idée qui défie toute logique et tout bon sens, et qui repose sur des affirmations et des insinuations totalement mensongères.

Comme l'a réaffirmé le président Miguel Diaz-Canel, Cuba n'est pas et ne saurait être une menace. Elle n'est pas un ennemi des États-Unis et ne souhaite pas l'être, malgré d'importantes divergences avec son gouvernement. Cuba entretient des liens profonds et fraternels avec le peuple et la culture américains. Nous continuerons d'accueillir chaleureusement et avec hospitalité les voyageurs américains, même si leur gouvernement restreint leurs libertés; et nous continuerons d'accueillir les hommes d'affaires et les entreprises américaines porteurs de projets compétitifs afin qu'ils participent, sans aucune discrimination, à notre développement économique, malgré les obstacles que représente le blocus.

Or, une ploutocratie corrompue et immorale instrumentalise aujourd'hui le mythe de l'incompétence et de la corruption présumée de notre gouvernement, ainsi que le prétendu danger d'une « crise humanitaire », pour justifier une intervention étrangère. C'est cyniquement l'auteur de ces actes qui, froidement, avec malveillance et de façon délibérée, provoque des conséquences dévastatrices, les

mêmes conséquences qu'aurait n'importe quel pays au monde, quels que soient son potentiel économique, son niveau de développement ou la nature de son système politique.

Malgré le manque de progrès et de bonne volonté, et le manque de sérieux et de cohérence de la part des États-Unis, nous restons disposés à poursuivre les pourparlers; à traiter les questions bilatérales sans ingérence dans nos affaires intérieures, notre système politique ou nos élections; et à rechercher des modes de comportement civilisé et une coopération multiforme, notamment en matière de terrorisme, de trafic de drogue, de criminalité transnationale organisée, de migration régulière et sûre, de traite des êtres humains, de compensation économique mutuelle et autres.

Il s'agit d'une agression unilatérale sans précédent et totalement injustifiée. Par l'intimidation et des sanctions « secondaires », applicables à des pays tiers, le gouvernement des États-Unis entend contraindre tous les États à participer, contre leur gré, à sa politique odieuse contre Cuba, ce qui n'arrivera pas.

J'appelle la communauté internationale à se mobiliser pour prévenir une catastrophe humanitaire qui pourrait être imposée, soit par la force des armes, soit par des blocus énergétiques et un durcissement extrême du blocus, qui tuent et causent également des souffrances.

J'exhorte l'Amérique latine et les Caraïbes à prendre des mesures pour préserver leur statut de zone de paix et éviter les conséquences néfastes qui déstabiliseraient la région.

Il est temps de déployer un vaste effort international, au-delà des divergences politiques, des approches idéologiques et des différends historiques, pour mettre un terme aux excès qui menacent et portent atteinte aux intérêts nationaux, aux peuples et aux prérogatives souveraines de tous les États, et pour les prévenir.

Les pays du Sud doivent lutter pour cela et se protéger collectivement de toute représailles, par une action et une mobilisation communes, ainsi que par une coopération mutuelle. J'en appelle humblement à la solidarité : l'heure est venue d'être solidaires de Cuba, une solidarité qui a toujours été une solidarité envers tous, sans jamais hésiter à prendre en compte les risques, parfois mortels, ni les intérêts particuliers, ni la précarité matérielle.

Je ne saurais aborder la défense du rôle central des Nations unies et la promotion de la paix et du développement, ni la responsabilité première du Conseil de sécurité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que sa contribution au dialogue et à la promotion de solutions politiques, sans exiger de ce Conseil de sécurité qu'il s'efforce, au moins de manière réaliste, de remplir son mandat principal et suprême face à la menace militaire et au blocus énergétique imposés à Cuba. Je ne saurais non plus m'empêcher d'encourager l'Assemblée générale des Nations unies à user, en tout état de cause, de ses larges pouvoirs et de son autorité décisive, de l'autorité morale, juridique et démocratique que lui confèrent les peuples, avec détermination dans la situation de Cuba.

Nul ne doute que, le moment venu et que nous espérons ne jamais voir arriver, le peuple cubain combattrait jusqu'aux dernières conséquences.

La patrie ou la mort, nous vaincrons !

Merci beaucoup.

(Ministère des Affaires étrangères de Cuba, représentation diplomatique)

Voir également

Tous à la défense de Cuba révolutionnaire !

- **Ne touchez pas à Cuba! Tout en oeuvre pour défendre Cuba révolutionnaire et ses dirigeants!**
 - **Cuba condamne l'accusation ignoble portée contre le leader de la Révolution**
– *Déclaration du gouvernement révolutionnaire de Cuba* –
- **Le président cubain dénonce les manoeuvres politiques des États-Unis pour justifier une agression militaire contre Cuba**
 - **L'Union des jeunes communistes appelle à une journée en l'honneur des 95 ans de Raul**
 - **La souveraineté au banc des accusés : les accusations mensongères de Washington contre Raul Castro et la criminalisation du droit de Cuba à la légitime défense**
– *Isaac Saney* –
- **Les conséquences brutales du blocus pétrolier des États-Unis**



Website: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca